

BREXIT-BREXIN de Jules César à Theresa May

Par Thierry Vissol

Argonautes – Bruxelles 23-02-2017



© lido contemori/budax.it/com. europea|zapp. italiana

« *On ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve* » écrivait Héraclite il y a 2.500 ans Une pensée que l'on applique volontiers à l'histoire des sociétés humaines : rien ne peut jamais être comme « avant ». Toutefois, il semble que l'homme est ce qu'il est et une brève étude de l'histoire de la psychologie et des comportements humains montre qu'ils sont immuables et je pense que Shakespeare ne me contredirait pas. Il n'est donc pas étonnant que le présent bruisse d'échos, de résonances, de ces « corsi et ricorsi » si cher au philosophe napolitain Gian Batista Vico(1668-1744).

C'est un peu cette immuabilité des comportements humains que je voudrais illustrer, à propos des habitants des îles britanniques dont les comportements nous semblent parfois si étranges.

Brexin 1

En fait, je ne commencerai pas l'histoire des relations entre Britannia et Europa avec Jules César, contrairement au titre de cet article, mais avec un mathématicien, astronome et géographe, grand connaisseur de Thalès et de Pythagore, le marseillais et phénicien Pythéas, contemporain d'Alexandre et d'Aristote. A l'époque, des flux commerciaux très importants existaient entre le nord et le sud de l'Europe, particulièrement pour deux matières premières fort précieuses : l'étain et l'ambre. Si ces flux existaient depuis des siècles, personne n'en connaissait la véritable origine, si ce n'est de façon mythique : on parlait des îles Cassiterides, des îles Oestrymnides, ou de Thulé. Marseille était alors un port fleurissant où convergeaient par voie

fluviale ou terrestre ces deux biens précieux, mais dont les routes commerciales habituelles étaient menacées d'une part par les Celtes et, d'autre part, par les carthaginois. Forts de sa réputation scientifique, Pythéas fut chargé par les édiles de découvrir l'origine de ces deux matières premières et de conclure des contrats commerciaux avec leurs producteurs. Il va donc partir en voyage muni de ses instruments de mesure astronomique vers 340 avant notre ère. Bien que ses œuvres, en particulier son livre « *La mer du Monde* », aient été détruites et que seuls quelques fragments aient été sauvés, ils étaient bien connus à l'époque et ses découvertes ont influencés grandement ses nombreux successeurs, en particulier, Erasthote et Hipparque, Diodore, Strabon, Plin ou plus tard les géographes arabes comme Al Ya'qubi (« *Le livre de la terre* » - 891), Al Mukkadas; Al Battani (élève de Al Khwarizmi) ou Ibn Faldan. De même, son périple a pu être reconstruit, en particulier par l'intellectuel et feu le président d'Estonie **Lennart MERI**¹. Bref, Pithéas est le premier à atteindre la Cornouaille où se trouvaient les mines d'étain, à voyager autour de la Grande-Bretagne, atteindre l'Irlande et probablement les Shetland tout en en faisant les relevés précis, identifiant ainsi physiquement les îles britanniques et leurs contours, décrivant leurs populations et leurs mœurs. Descriptions malheureusement en grande partie disparues. En tout état de cause, c'est à Pythéas que les continentaux et le méditerranéens doivent de connaître non seulement l'existence de ces terres et de leurs richesses, mais aussi leur position géographique précise.

L'âge du bronze étant passé depuis longtemps lorsque Jules César entame la conquête des Gaules, je me suis souvent demandé pourquoi diable avait-il voulu envahir la Britannia ? Certes, les tribus celtes qui la peuplaient étaient alliées aux gaulois continentaux, même si les Atrébates – en particulier leur roi Cammios - aidèrent dans un premier temps le général romain, pour ensuite s'allier à Vercingétorix. Toutefois, le bronze était utilisé pour fabriquer l'unité de mesure (l'« *aes librae* » de 320 gr), puis l'unité monétaire de la République romaine, avant d'être utilisé pour frapper la petite monnaie sous l'Empire. Mais César, malgré deux débarquements, n'a pu, ou pas voulu, conquérir l'île. Celle-ci ne le sera que presque un siècle

¹ Cf. « *HOBEVALGE, sulla rotta del vento, del fuoco e dell'Ultima Thule* » Gangemi Editore, nel 2016. Ce dernier démontre que Pythéas est arrivé jusqu'en Baltique, en particulier à la recherche de « l'endroit où tombe le soleil », justement l'île estonienne de Saamaraa où tomba une énorme comète, baptisée Kaali (dont le poids fut estimé à 450 tonnes) et dont la chute fut visible à des milliers de kilomètres créant ainsi le mythe de chute du soleil. Très riche en fer les restes de la comète furent utilisés à la production qu'une qualité de fer d'une extrême qualité. Meri soutient que c'est à partir de ce mythe que l'île de Saamaraa fut identifiée comme l'île mythique de Thulé, l'île du fer et du feu. Il n'est pas étonnant que racontant son périple en Baltique et la légende du soleil qui tombe l'ai fait passer pour un menteur. Voir aussi Barry Cunliffe: « *The extraordinary voyage of Pytheas the Greek* » Penguin books, 2002.

plus tard à partir de 43, à l'initiative de l'empereur Claude, ce qui lui valut le d'ailleurs le surnom de Britannicus.

Cette conquête ouvre presque quatre siècles d'européanisation de Britannia, celle-ci devenant une province romaine. Malgré la résistance des celtes écossais, qui conduisirent à la construction du mur d'Adrien (122) puis d'Antonin (142), les Bretons se romanisent (Londinium, Eburacum – York, Bristol, etc.), apprennent le latin, adoptent le droit romain, puis se convertissent au christianisme. C'est ainsi qu'au II^e siècle naît la personnification de Britannia comme une déesse en pied tenant un trident et coiffée du casque corinthien, toujours symbole de la Grande-Bretagne.

Brexit 1

C'est avec désespoir qu'ils voient les romains se retirer en 410, les laissant gérer seuls les invasions germaniques (angles, Saxons, Jutes) que même le roi Arthur et ses chevaliers de la table ronde ne réussissent pas à endiguer. Même s'il reste sans doute peu de traces de cette première trahison des envahisseurs continentaux, il est probable qu'elle ait marqué les esprits, comme justement le rappelle la légende toujours vivante du Roi Arthur.

Ces invasions eurent pour effet d'isoler Britannia du continent, entraînaient un retour au tribalisme et la destruction de la civilisation britanno-romaine, conduisant à un exode Celte vers la Bretagne. Isolement qui n'empêchera pas le développement deux siècles plus tard d'une chrétienté ardente (évangélisation de la Germanie par le britannique St Boniface), les invasions vikings et la brève création de l'Empire danois (Angleterre, Danemark, Norvège, îles du nord) de **Canut le Grand (1017-1035)** au début du second millénaire. Un bref empire, mais aux conséquences durables, car il permettra d'insérer Britannia dans un vaste réseau commercial avec la mer du Nord et la Baltique, et lui donner ainsi une première dimension maritime.

Brexin 2

Mais le véritable retour des îles britanniques en Europe s'effectue avec la conquête du Normand **Guillaume le Conquérant** avec la victoire de Hastings en 1066, si bien documentée dans la fameuse « bande dessinée » de la tapisserie de Bayeux 50 cm x 68,8 mètres) conservée au centre Guillaume le Conquérant à Bayeux.

De nouveau, une forte européanisation se produit. Les Normands, installés depuis plus d'un siècle et demi en France, s'étaient francisés et convertis au catholicisme. Mais, outre leurs capacités innovatrices, d'explorateurs et

conquérants, ils étaient aussi de remarquables administrateurs. Guillaume restructure donc son nouveau royaume en fait un état centralisé représenté dans chaque comté par des « Sheriffs », établit un cadastre de tous les biens, le **Doomsday book** ou « Livre du jugement dernier » terminé en 1086, et introduit une gestion rigoureuse des dépenses publiques. Ses successeurs réformeront l'administration et la justice organisée autour de la « **Common law** » (Henri II Plantagenêt 1154-89). C'est aussi sous les Plantagenets, plus par les maladroites de Jean-sans-Terre que par vision politique que naît en 1215, avec la « Magna Carta », l'embryon d'une monarchie parlementaire (complétée par les « provisions d'Oxford » - 1258 - et de Winchester - 1259 -, qui établissent un Parlement féodal permanent ouvert à la petite noblesse et aux bourgeois). La « normandisation » de l'île de Grande-Bretagne conduit aussi à l'Européanisation de celle-ci, les nouveaux monarques normands disposant de vastes territoire en Frances (Anjou, Maine, Poitou, Aquitaine, Gascogne) et donc d'intérêts continentaux et de nécessités d'alliances. Ce qui bien sûr conduisit à la guerre de Cent ans contre les capétiens (1346-1453) - et, en France, au malheureux mythe national-populiste de Jeanne d'Arc.

Brexit 2

La défaite des anglais le 17 juillet 1453 (bataille de Castillon) grâce à l'usage important de l'artillerie par les français, marque un tournant décisif dans l'évolution géopolitique de la Grande-Bretagne. Il convient de noter que cette date coïncide avec celle de la chute de Constantinople aux mains des Ottomans de Mehmet II (29 mai 1453) grâce aux canons longue portée inventés par les allemands. L'usage de l'artillerie militaire n'est pas la seule similitude entre ces deux événements majeurs. La chute de Constantinople et l'affirmation de l'empire Ottoman coupent les voies commerciales des européens vers l'Orient et les pousse à explorer d'autres voies vers l'Ouest, initiant l'occidentalisation du monde. La défaite de Castillon repousse les britanniques sur leur île, les isolant physiquement une deuxième fois du reste de l'Europe et les poussant d'une part, à se replier sur eux-mêmes, d'autre part, à affirmer leur puissance navale.

Toutefois, cette séparation acquerra une dimension unique sous le deuxième Tudor, Henri VIII. Inutile ici d'en décrire les causes, mais le conflit entre Henri VIII et la papauté conduit le monarque à faire adopter par le Parlement un acte fondamental et fondateur, tant par son contenu que par sa philosophie qui imprègne encore toute la classe politique britannique et les principaux arguments des tenants du Brexit. Il s'agit bien entendu de l'« **Acte de Suprématie** » de 1534. Avec cet acte, non seulement les britanniques s'affranchissent de la religion catholique romaine, mais

attribuent la souveraineté politique au Parlement et aux souverains, refusant toute ingérence étrangère que ce soit dans les affaires intérieures. L'acte est complété, pour être bien sûr de cet affranchissement, par la création de l'église anglicane, qui se veut indépendante du luthérianisme et du calvinisme continentaux et dont le souverain est aussi le chef. Toutefois, cela conduira à une période de près d'un siècle et demi de troubles intérieurs de lutte entre les anglicans et les papistes, entre le Parlement et le Roi, qui conduira à la décapitation du roi Charles premier en 1645 et à l'éphémère République de Cromwell.

Par ailleurs, Henry VIII a aussi bien compris l'intérêt pour l'économie et pour la puissance britanniques d'une flotte commerciale et militaire. Il est à l'origine de son développement qui permettra à sa fille **Elisabeth I^o** (fille d'Anne Boleyn, reine de 1558 à 1603) de vaincre, en **1588, l'Invincible Armada** affrétée par Philippe II pour envahir l'Angleterre. Une flotte qui était composée de plus de 130 navires contenant 30.000 hommes, dont 20.000 soldats. Toutefois, des recherches récentes démontrent que ce ne fut pas une défaite, seuls 2 navires seront coulés par les britanniques, mais plutôt la victoire des éléments déchaînés qui détruisirent plus de 17% des navires et découragèrent l'amiral espagnol de poursuivre l'entreprise. Il est vrai toutefois que la flotte anglaise était plus moderne : navires plus rapides et équipés de canon allemands très puissants² et à longue portée, permettant d'éviter l'abordage. La flotte anglaise était par ailleurs commandée par un remarquable marin : **Sir Francis Drake**.

Elisabeth poursuit une politique d'expansion coloniale, soutenue par la Royal Navy et grâce à la création d'une compagnie privée, en 1600, la British East India Company.

Cependant, cette politique ne fut pas suffisante pour protéger le commerce britannique de la concurrence des marines continentales et favoriser son expansion économique, conduisant Cromwell à adopter **l'Acte de Navigation de 1651**. Ce dernier réservait à la flotte nationale le monopole de l'importation, interdisant l'entrée des ports aux navires étrangers et obligeant aux navires nationaux à n'utiliser que des équipages composés de marins britanniques. Un acte pris contre les hollandais qui dominaient le commerce, mais qu'à la suite de la guerre anglo-hollandaise (1652/1654) vaincue sur la mer par Blake, les hollandais durent reconnaître l'acte de Navigation.

² Des études récentes ont montré que les boulets atteignaient presque la vitesse du son !

Brexin 3

Par l'une de ces ironies de l'histoire (ou « ricorso »), les britanniques seront contraint de demander l'aide du continent, des hollandais en l'occurrence. Les troubles religieux (Edit de Tolérance de Jacques II et fureur des anti-papistes créée par celui-ci) la situation politique semblait inextricable. Voulant empêcher le retour d'une dynastie de rois catholiques sur le trône, les adversaires du catholicisme vont faire appel au Stathouder de Hollande, **Guillaume d'Orange**, et lui demandent d'envahir l'Angleterre. Celle-ci conduit à la fuite de Jacques II en France et sa nomination comme régent d'Angleterre en **1688**. Cette « **Glorieuse révolution** » constitue une seconde pierre milliaire de l'histoire politique britannique. En effet, avant de reconnaître Marie II Stuart et son époux Guillaume III d'Orange souverains, le Parlement les oblige à adopter la « Déclaration des droits » de 1689, qui limite sévèrement les droits des souverains et leur interdit d'abroger ou suspendre des actes votés par le Parlement. Et, pour être sûrs de ne plus avoir de dynastie catholique au pouvoir **l'Acte d'Etablissement de 1701** prévoit que la succession de Guillaume III sera assurée par sa belle sœur Anne (1702-1714), puis par la maison de Hanovre. C'est ainsi Georges I^{er} de Hanovre deviendra roi en 1714 et son fils Georges II de 1727 à 1760.

En pratique, cette royauté étrangère constituera une opportunité pour le Parlement et pour le gouvernement britannique. En effet, les deux premiers Georges ne s'intéressaient pratiquement pas à la politique de leur nouveau royaume. Georges I ne parlait pas même l'anglais. Quand à Georges III, qui au début de son règne voulut être un vrai monarque et redonner du pouvoir à la couronne, ses troubles psychiques le discréditeront. Durant tout le XVIII^e siècle le pouvoir du Parlement et du gouvernement, grâce aussi à l'intelligence des deux premiers ministres William Pitt père (1756-1761) et fils (1783-1801 et 1804-1806), feront de la Grande-Bretagne une monarchie parlementaire réduisant drastiquement les pouvoirs royaux et donnant au Parlement le véritable pouvoir.

Ainsi, « **l'Acte de Suprématie** » et les conséquences de la « **Glorious Revolution** » constitue sans aucun doute, pour au moins deux raisons, un élément fondamental de la pensée politique britannique, que l'on retrouve chez quasiment tous les premiers ministres britanniques depuis la seconde guerre mondiale.

La première raison, tient à la stabilité du régime politique instauré en 1689. Depuis plus de trois siècles, la Grande-Bretagne n'a quasiment pas changé de système politique, n'a connu – contrairement aux Etats du continent – ni

révolutions, ni gouvernements dictatoriaux. Ni le fascisme, ni le communisme n'ont pu s'insérer dans le système ni encore moins prendre le pouvoir. Ceci conduit inévitablement les britanniques à considérer, d'une part, que leur système politique est unique et supérieur à tous les autres et, d'autre part, qu'il les protège des errances politiques continentales.

Une certitude que l'on retrouve dans de nombreux discours de premiers ministres et particulièrement dans celui de Theresa May du 17 janvier 2017 :

*“Our political traditions are different. Unlike other European countries, we have no written constitution, but the principle of Parliamentary Sovereignty is the basis of our unwritten constitutional settlement. We have only a recent history of **devolved governance** – though it has rapidly embedded itself - and we have little history of coalition government. The public expect to be able to hold their governments to account very directly, and as a result supranational institutions as strong as those created by the European Union sit very uneasily in relation to our political history and way of life.”* Theresa May – 17-1-2017

La seconde raison tient à ce que depuis la Magna Carta et surtout depuis l'Acte de suprématie, l'histoire politique britannique est marquée par le renforcement des pouvoirs d'un Parlement, jusqu'à son apogée au XVIII^e siècle. D'un Parlement composé de nobles, de bourgeois et de marchands, une mixité à l'origine du succès colonial, économique, financier et industriel de la Grande-Bretagne. Alors que les nobles continentaux méprisaient les activités commerciales et industrielles – à l'exception de l'industrie du fer – les nobles d'Albion n'hésitaient pas à investir dans le commerce et l'industrie. Comme le note l'historien français Michel Mourre : « *Alors que la France des philosophes lançait des idées nouvelles, l'Angleterre des marchands inventait l'instrument mécanique qui allait permettre à ces idées de transformer le monde* ³ » et j'ajouterais : de le conquérir. Et tout cela avec le support éclairé des politiques et du Parlement. De nouveau une certitude bien affirmée par Theresa May :

« It was a vote to restore, as we see it, our parliamentary democracy, national self-determination, and to become even more global and internationalist in action and in spirit... So we will take back control of our laws and bring an end to the jurisdiction of the European Court of Justice in Britain.

Brexit-Brexin et le « splendid Isolement »

Les 18 et 19^e siècles voient l'apogée de la Grande-Bretagne comme puissance économique, financière et militaire mondiale. Conserver cette

³ Michel Mourre : « *Dictionnaire encyclopédique d'histoire* », Bordas 1996, Volume II, article Grand-Bretagne, p. 2464

puissance nécessite de se jouer des éventuels compétiteurs continentaux, particulièrement des deux puissances rivales traditionnelles (la France et l'Espagne) et des puissances montantes (l'Autriche et l'Allemagne). Elle le fait par le biais d'une subtile diplomatie d'alliances ponctuelles et variables en fonction des nécessités et d'une politique maritime consistant à disposer d'une flotte militaire deux fois supérieure à celle de ses principaux rivaux afin d'empêcher l'émergence d'une puissance susceptible de la concurrencer. Ceci conduisit aux deux principes complémentaires de géopolitique : « **Divide to rule** » (sur le continent) et « **Rule Britannia** » (sur les océans).

Toutefois, c'était sans compter sur l'ingéniosité des peuples, particulièrement des allemands durant la seconde moitié du XIX^e. La reine Victoria ne pouvant selon la constitution, en tant que femme, régner sur le royaume d'Hanovre, abandonne toute prétention en Allemagne. Et, les Anglais ne réagissent guère à l'unification allemande menée de main de maître par Bismarck (en particulier l'intégration de Hanovre en 1866) d'autant qu'elle permet de réduire la puissance française. En revanche, avec l'avènement du Kaiser Guillaume II et le renvoi de Bismarck, la puissance économique allemande devient plus que menaçante : productions et exportations dans des domaines cruciaux dépassent celles de l'Angleterre, s'appuient sur des inventions brevetées multiples bien supérieures à celles des Anglais, une politique de conglomérat (en partie financée par les réparations exigées des français après la défaite de Sedan⁴) et une agressivité commerciale, y compris dans la volonté de se constituer un empire colonial. Mais, la goutte qui fit déborder le vase fut la volonté du Kaiser de constituer une flotte civile et militaire moderne, susceptible de rivaliser avec la marine britannique. La rivalité avec la France coloniale ayant été résolue après les événements de Fachoda (1898 – grâce au ministre français Delcassé), les Britanniques décident de se rapprocher des français pour mieux résister aux menaces économiques et géopolitiques allemandes⁵.

⁴ Les réparations se montèrent à 5 milliards de francs or, une somme considérable qui doubla la circulation monétaire en Allemagne et conduisit à la crise financière de 1873. Cela explique la volonté des français d'obtenir aux-aussi des réparations exorbitantes à la fin de la première guerre mondiale, avec les conséquences que l'on sait et prévues par John Maynard Keynes dans ses « Conséquences économiques de la paix », 1920.

⁵ Là encore, la puissance maritime anglaise joue un rôle prépondérant. En effet les Britanniques avaient fait passer leur flotte d'une propulsion au charbon à une propulsion au fuel. Les principaux fournisseurs se trouvaient au Moyen-Orient où ils s'étaient bien implantés. Or les Allemands concluent avec les Turcs un accord pour construire une voie de chemin de fer entre Istanbul et Bagdad, obtenant au passage les droits d'exploitation des terres se trouvant sur la ligne...

Brexin 4

Au cours du 19^e siècle plusieurs tentatives de rapprochement franco-anglais avaient été faites, d'abord par Louis-Philippe, puis par Napoléon III avec l'alliance pendant la guerre de Crimée (1854-1856) pour bloquer le développement de la Russie au Moyen-Orient et en Méditerranée, puis avec le traité de Commerce Cobden-Chevalier de 1860. Toutefois, les rivalités coloniales et financières (création de l'Union monétaire latine qui s'opposait au système britannique de gold exchange – importance de la finance française et des investissements internationaux – Canal de Suez, chemin de fer et industrie russe...) n'avaient pas permis de pacifier les relations.

La menace commune allemande, l'échec du côté anglais d'un retour au protectionnisme prôné par le conservateur Benjamin Disraeli⁶, contraint ainsi les deux rivaux, une fois résolu le partage colonial, particulièrement en Afrique, à s'entendre. Ce sera un accord **d'Entente Cordiale, signé le 8 avril 1904**. Les français convaincront alors les britanniques d'inclure la Russie dans leur entente – avec laquelle les français avaient signé un Traité d'alliance⁷ – formant ainsi à partir de 1907 la **Triple Entente** (laquelle ne sera formalisée qu'en septembre 1914). Parallèlement, les Allemands constitues la **Triple Alliance** ou Triple alliance avec les Italiens et les Autrichiens. Nous en connaissons les conséquences : les deux guerres mondiales qui ont ensanglanté le Continent et réduit la puissance européenne au profit des Etats-Unis et de la Russie.

Malgré les réticences des Britanniques à s'engager clairement dans l'opposition aux allemands au cours de la crise de juillet 1914 – un atermoiement qui contribuera à convaincre le Kaiser et ses militaires que les anglais ne réagiraient pas à la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, conduisant à la série de décisions malencontreuses des différents gouvernements et à l'explosion du premier conflit mondial, source du

⁶ Les positions protectionnistes de Benjamin Disraeli et sa concurrence avec le libre-échangiste Gladstone conduisent à la scission du parti Tory en 1846 et à l'émergence du parti libéral. Disraeli et Gladstone s'alternent comme premiers ministres pendant la seconde moitié du 19^e siècle : Disraeli 1867-1868 et 1874-1880 ; Gladstone : 1868-1874, 1880-1885 et 1893-1894. Il prononce un discours fondateur pour la politique la plus conservatrice du parti Tory le 24 juin 1872 au Crystal Palace, symbole de la puissance britannique de l'exposition universelle de 1851.

⁷ Les français signent avec les Russes un Traité d'alliance militaire en août 1892. Ratifié par Nicolas II, la portée de l'alliance franco-russe est élargie, en 1899, non seulement au maintien de la paix, mais à l'équilibre des forces européennes.

second, ils finissent par déclarer la guerre à l'Allemagne lorsque ceux-ci envahissent la Belgique, et devant le risque qu'ils s'emparent des ports d'Anvers et de Bruges.

Toutefois, là encore, l'absence de confiance dans les français, fait que le cabinet non seulement n'envoie pas suffisamment de troupes sur le continent, mais interdit au commandant des troupes anglaises de recevoir des ordres des français et de se coordonner efficacement avec eux, favorisant ainsi la pénétration allemande au cours du mois d'août et début septembre. Ce ne sera que sous la pression des américains qu'un commandement unique sera créé en ... 1917 !⁸

Les leçons de l'histoire, vu du côté britannique

De cette longue histoire, les anglais ont tiré trois leçons principales qui ont marqué profondément leur mentalité et leur mémoire:

Le premier est la « force » du « *système pays* » britannique. Une force qui, grâce au développement de la colonisation et la création d'un empire mondial, à la révolution industrielle et à la suprématie du Gold Standard et de la Banque d'Angleterre, soutenus par la démocratie britannique, ont permis à un petit pays, avec peu de soldats de dominer le monde et d'influencer l'évolution du continent pendant plusieurs siècles.

Le second est la stabilité de leur système politique et de leur démocratie. Même si la « Magna Carta » ne fut pas exactement un acte démocratique, mais plutôt la mise en place d'une oligarchie, l'Angleterre est le seul pays européen – à l'exception peut-être de la Pologne et de Venise avec leur système de monarchie élective – à avoir connu depuis le Moyen-âge un pouvoir royal contrebalancé par des contrepoids efficaces. De la Glorieuse révolution jusqu'à nos jours, le système parlementaire est resté plus ou moins le même, sans les révolutions de 1789, 1848, 1917 qui ont marqué les pays du continent. Partout, les systèmes politiques ont changé, de même que les frontières. La seule France de 1789 à 1959 a connu deux monarchies, un empire et 5 républiques. Rien de tout cela au Royaume-Uni. C'est exactement l'un des arguments soutenus par **Theresa May** :

“But one of the reasons that Britain’s democracy has been such a success for so many years is that the strength of our identity as one nation, the respect we show to one another as fellow citizens, and the importance we attach to our institutions.”

⁸ Sur les événements du 19^e siècle et la première guerre mondiale voir Thierry Vissol : « *Toby dalla pace alla guerra 1913-1918* » Donzelli, 2014.

Le troisième est lié à l'expérience des deux guerres mondiales. Malgré le système d'alliance, les britanniques ont hésité avant de se lancer dans la première guerre mondiale et leurs atermoiements et difficile coopération avec le commandement français ont sans doute contribué à prolonger la guerre, comme expliqué ci-dessus, tout comme la volonté pacifiste de Chamberlain. Toutefois, le coût humain des deux guerres, qui se sont déroulées sur le continent – l'Angleterre est le seul pays à ne pas avoir été envahi – a marqué profondément les anglais. Il n'est pas rare de les entendre dire, comme le ministre Antony Eden (voire ci-dessous), qu'ils ont plus de compatriotes enterrés sur le continent que d'expatriés.

La seconde guerre mondiale a par ailleurs eu un impact psychologique extrêmement fort. Non seulement le Royaume-Uni est le seul pays à n'avoir connu ni le fascisme, ni le nazisme, ni le communisme, mais il a supporté quasiment seul – avec cependant l'aide à outrance des américains – l'effort de résistance. Il est donc le seul à ne pas avoir honte de son passé.

Au point que l'axiome britannique est devenu « *jamais plus* ». Mais alors que ce même axiome a conduit sur le continent à la création du marché commun puis de l'Union européenne, en Grande-Bretagne a subsisté le sentiment maintenant majoritaire de la supériorité du nationalisme britannique et la certitude que la Royaume-Uni est plus fort et plus sûr quand il gère seul ses affaires sans interférences étrangère.

De nouveau c'est le message que porte **Theresa May** pour justifier le choix du Brexit :

“I want this United Kingdom to emerge from this period of change stronger, fairer, more united and more outward-looking than ever before. I want us to be a secure, prosperous, tolerant country - a magnet for international talent and a home to the pioneers and innovators who will shape the world ahead. I want us to be a truly Global Britain – the best friend and neighbour to our European partners, but a country that reaches beyond the borders of Europe too. A country that goes out into the world to build relationships with old friends and new allies alike”.

Les Britanniques et l'Europe 1945-2017 – brexit-Brexin-brexit

Ces trois leçons de l'histoire constituent le socle puissant de la pensée et de l'action politique britannique vis-à-vis du continent. De Churchill à Cameron qui voulait rapatrier plus de pouvoirs de Bruxelles pour contenter les eurosceptiques, l'on peut affirmer avec l'historien britannique (conseiller de Cameron) **Vernon Bogdanor** que tous les premiers ministres britanniques – à l'exception notable de Tony Blair – ont voulu être proches

de l'Europe sans s'y impliquer totalement, limitant les liens avec le continent aux seuls aspects économiques et financiers. Ils ont tous été des « *limited pro-europeans* ».

Je voudrai donc illustrer ces positions par des extraits de discours de nombreux premiers ministres britanniques en commençant par le plus illustre d'entre eux Winston Churchill.

Winston Churchill

Beaucoup ont voulu faire de Churchill l'un des pères de l'Europe à la suite son fameux discours de Zurich du 19 septembre 1946.

Mais cela n'est pas exactement le cas. Remontons dans les années 1920'. Les ministres des affaires étrangères français (Aristide Briand) et allemand (Gustav Stresemann) présentent un plan pour l'unification de l'Europe qui conduit aux accords de Locarno⁹ de 1925. Churchill le commente ainsi :

*« La conception des Etats-Unis d'Europe est juste. Tout pas en cette direction qui diminue les haines obsolètes et fait disparaître les oppressions, rende plus facile les échanges réciproques de services, qui encourage les nations à abandonner leurs précautions, est bon en soi... Mais nous Britanniques avons notre propre rêve et nos plans. Nous sommes avec l'Europe mais n'en sommes pas partie (« **we are with Europe, but not of it** ») »*

Dans son discours de Zurich, inspiré par son gendre fédéraliste, **Duncan Sandys**, après avoir souhaité l'unification européenne « *il nous faut édifier une sorte d'Etats-Unis d'Europe* » sous l'égide de la France et de l'Allemagne, il déclare :

« Je crois que l'organisation générale (des Nations Unies) ne peut subsister que si elle s'appuie sur des groupements naturellement forgés. Il existe déjà un tel groupement dans l'hémisphère occidentale. Nous autres Britanniques, nous avons le Commonwealth. (...) Et pourquoi n'y aurait-il pas un groupement européen qui donnerait à des peuples éloignés l'un de l'autre le sentiment d'un patriotisme plus large et d'une sorte de nationalité commune. (...) Dans cette tâche impérieuse, il faut que la France et l'Allemagne s'associent. La Grande-Bretagne, la famille des peuples britanniques, la puissante Amérique, et, j'en ai confiance, la Russie aussi – tout serait alors pour le mieux – doivent être les amis et les soutiens de la nouvelle Europe et défendre son droit à la vie et à la prospérité. »

⁹ Les Accords de Locarno 16 octobre 1925 sont signés entre les représentants des principaux États-parties : de L'Allemagne (Gustav Stresemann), de la France (Aristide Briand), de la Belgique (Emile Vandervelde), de la Grande-Bretagne (Austeen Chamberlain) de l'Italie (Benito Mussolini), de la Pologne (Alexander Skrzynski) et de la Tchécoslovaquie (Edward Benes). Ratifiés le 1^o décembre 1925, ils visent à assurer la sécurité collective en Europe et les frontières de l'Allemagne.

On ne pouvait être plus clair : vive nos amis du Continent, vive l'Europe et, mais sans nous, parce que des amis nous en avons beaucoup d'autres. De fait, deux ans plus tard, toujours sous l'impulsion de son gendre, Churchill est nommé président d'honneur du Congrès des européenistes de la Hague (1948). Les débats y sont très vifs entre les tenants d'une union purement économique – les *unionistes* – et ceux favorables à une union politique – les *fédéralistes*. La position churchillienne en faveur des unionistes conduira à la scission.

Lorsqu'il retourne au pouvoir en 1951, il ne sera pas en mesure de décider la participation du Royaume-Uni à la FED. Ce refus sera d'ailleurs l'une des raisons qui conduiront le Parlement français à ne pas ratifier le traité de la CED.

Il est intéressant de noter que de nombreux accents Churchilliens se retrouvent dans le discours de Theresa May :

"We are a European country – and proud of our shared European heritage – but we are also a country that has always looked beyond Europe to the wider world." (...)

"We are leaving the European Union, but we are not leaving Europe." (...)

"It is time for Britain to get out into the world and rediscover its role as a great, global, trading nation"(...)

"They are the basis for a new, strong, constructive partnership with the European Union – a partnership of friends and allies, of interests and values. A partnership for a strong EU and a strong UK." (...)

Rab Butler, Chancelier de l'échiquier dans le gouvernement Churchill (1951-1954) qualifiera le projet communautaire « *d'excavation archéologique* ».

Anthony Eden, ministre des affaires étrangères, dans un discours à l'Université Columbia en 1952, répondant aux pressions américaines en faveur de la participation britannique à une « *fédération sur le continent européen* » déclare :

« C'est une chose que dans notre for intérieur savons que nous ne pouvons pas faire. L'histoire de la Grande-Bretagne et ses intérêts vont au-delà du continent (...) L'Europe est l'endroit où reposent ceux qui sont morts durant les deux guerres mondiales. Les gens veulent oublier l'Europe. Ses liens sont avec le Commonwealth ».

Harold MacMillan est le premier chef de gouvernement britannique à vouloir entrer dans le marché commun. Toutefois, dans son discours au Parlement le 2 août 1961 il insiste sur le fait qu'il s'agit d'une communauté économique qui n'a et n'aura aucune compétence en matière de défense ou de politique extérieure. Mais il conclue ainsi son discours :

« Je crois que notre juste place se trouve dans le mouvement d'avant-garde vers une unité plus étroite du monde libre, et que nous pouvons mieux le diriger de l'intérieur que de l'extérieur ».

Harold Wilson premier ministre du Labour, utilisera le même argument lors de la deuxième tentative des anglais de rejoindre la Communauté économique européenne.

C'est d'ailleurs la même rhétorique qu'utilisera Gordon Brown durant sa campagne en faveur du « remain » de 2016.

Le Président De Gaulle opposera son veto à ces deux tentatives en argumentant que le Royaume-Uni est *« insulaire, maritime et différent par habitude et tradition »*.

Edward Heath, est le premier ministre conservateur qui finalement réussit, en 1972, à faire entrer les britanniques dans le projet européen, De Gaulle n'étant plus au pouvoir. Après avoir signé le traité d'adhésion, dans un bref discours à Bruxelles le 22 janvier 1972, il fait l'éloge de l'hérédité européenne commune – comme le feront après lui Margareth Thatcher et Theresa May -. Toutefois, il insiste sur la valeur positive de l'identité nationale. Il se félicite avec les pères fondateurs pour leur *« originalité »* en créant des institutions collectives, mais prévient : *« il est trop tôt pour dire jusqu'où ces institutions répondront aux besoins d'une communauté élargie. »*

« Clear thinking will be needed to recognise that each of us within the Community will remain proudly attached to our national identity and to the achievements of our national history and tradition.

But, at the same time, as the enlargement of the Community makes clear beyond doubt, we have all come to recognize our common European heritage, our mutual interests and our European destiny.

Imagination will be required to develop institutions which respect the traditions and the individuality of the Member States, but at the same time have the strength to guide the future course of the enlarged Community.

The founders of the Community displayed great originality in devising the institutions of the Six. They have been proved in the remarkable achievements of the Community over the years.

It is too early to say how far they will meet the needs of the enlarged Community . »

Et Theresa May justifie le brexit en affirmant que ces institutions ne répondent justement plus aux besoins (ni du Royaume, ni selon elle d'autres membres de l'union)

Lorsque les députés conservateurs arriveront au Parlement européen – alors que le parti a fait campagne en faveur de l'adhésion contre les socialistes – ils décident de rejoindre le groupe PPE. Toutefois il demandent

et obtiennent un « opting out » à la clause de la charte intérieure du parti populaire européen qui oblige ses membres à promouvoir une Europe Fédérale !

Alors dans l'opposition, le labour guidé par **Tony Benn** et **Michael Foot** promet dans son manifeste électoral pour les prochaines élections de sortir de la CEE. Celles-ci portent de nouveau Harold Wilson –qui reste pro-européen - au pouvoir et celui-ci, pour tenir la promesse électorale décide d'organiser un référendum sur le sujet, lequel se tiendra en 1975. Comme lors du référendum de 2016, le Cabinet se scinde en deux : huit des membres du cabinet feront campagne pour le Brexit. En revanche Margareth Thatcher non seulement fera campagne pour le « remain » mais accusera le gouvernement d'être incapable de prendre une décision et donc de « *passer la patate chaude au peuple* ».

Boris Johnson en 2016, joua durant la campagne un rôle similaire à celui tenu pendant la campagne de 1975 par député conservateur et provocateur **Enoch Powell**, rendu fameux pour ses positions en faveur du libéralisme, de l'identité nationale et du danger de l'immigration.

Le « remain » gagna ce référendum avec une majorité de 67 %.

Paradoxalement c'est le travailliste **Roy Jenkins** ex-chancelier de l'échiquier dans le gouvernement de James Callaghan, qui devenu Président de la Commission (1977-1981) jouera un rôle fondamental dans la relance du projet européen et dans la création du Système monétaire européen (SME).

Mais probablement la position la plus fermement « britannique » fut celle de **Margaret Thatcher**. Elle prononce un discours très important à Bruges le 20 septembre 1988, explicitant clairement les limites de la position britannique en matière européenne. Pour elle la CEE n'est pas une fin en soi, la paix n'a pas été portée par la CEE mais par l'OTAN. Elle refuse toute idée d'une « *identikit european personality* » et exhorte les Etats membres de maintenir leur contrôle des frontières afin de prévenir le développement du terrorisme, des drogues, des criminels et migrations illégales. Son discours reprend les thèmes historiques développés ci-dessus :

- la puissance de la démocratie britannique

« Europe is not the creation of the Treaty of Rome. Nor is the European idea the property of any group or institution. We British are as much heirs to the legacy of European culture as any other nation. Our links to the rest of Europe, the continent of Europe, have been the dominant factor in our history. (...) This year, we celebrate the three hundredth anniversary of the glorious

revolution in which the British crown passed to Prince William of Orange and Queen Mary (...) We in Britain are rightly proud of the way in which, since Magna Carta in the year 1215, we have pioneered and developed representative institutions to stand as bastions of freedom. And proud too of the way in which for centuries Britain was a home for people from the rest of Europe who sought sanctuary from tyranny.”

- *Le rôle des britanniques dans la paix du continent et son coût :*

« But we British have in a very special way contributed to Europe. Over the centuries we have fought to prevent Europe from falling under the dominance of a single power. We have fought and we have died for her freedom.

Only miles from here, in Belgium, lie the bodies of 120,000 British soldiers who died in the First World War. Had it not been for that willingness to fight and to die, Europe would have been united long before now—but not in liberty, not in justice. »

- *La dimension Internationale du Royaume-Uni :*

Britain does not dream of some cosy, isolated existence on the fringes of the European Community. Our destiny is in Europe, as part of the Community. That is not to say that our future lies only in Europe, but nor does that of France or Spain or, indeed, of any other member. The Community is not an end in itself.”

- *Et le refus de la domination de la bureaucratie de Bruxelles:*

« My first guiding principle is this: willing and active cooperation between independent sovereign states is the best way to build a successful European Community. To try to suppress nationhood and concentrate power at the centre of a European conglomerate would be highly damaging and would jeopardise the objectives we seek to achieve. (...)

But working more closely together does not require power to be centralised in Brussels or decisions to be taken by an appointed bureaucracy.

Indeed, it is ironic that just when those countries such as the Soviet Union, which have tried to run everything from the centre, are learning that success depends on dispersing power and decisions away from the centre, there are some in the Community who seem to want to move in the opposite direction.

We have not successfully rolled back the frontiers of the state in Britain, only to see them re-imposed at a European level with a European super-state exercising a new dominance from Brussels.”

« Nous n’avons pas réduit avec succès les frontières de l’Etat pour les voir ré-imposées au niveau européen par un Super Etat européen exerçant depuis Bruxelles une nouvelle domination ». Un thème repris et développé durant la campagne du Brexit et par Theresa May.

Après l’éviction de Thatcher par son propre parti, le nouveau premier ministre **John Major**, tout en ne revenant pas sur les réductions de

contributions au budget communautaire obtenues par le fameux « *I want my money back* » de Thatcher, aura une position beaucoup plus pro-européenne. Il est l'artisan de l'inclusion de la Livre Sterling dans le SME (puis l'en fera sortir après la crise financière de l'été 1992 et du black Wednesday le 16 septembre 1992) et signe le traité de Maastricht (non sans obtenir des clauses d'opting-out pour l'euro et pour la dimension sociale). Dans un discours au Conseil central Conservateur le 15 avril 1991, il affirme vouloir que le Royaume-Uni soit au centre de l'Europe. Toutefois, de nouveau il prévient :

« *Le partenariat européen ne voudra jamais dire une acceptation passive de tout ce qui sera proposé* » Il souhaite « *maintenir l'identité nationale en mesure d'inspirer et modeler le projet européen* ».

Le plus européen de tous les premiers ministres britanniques est sans aucun doute **Tony Blair**. Après le rejet de la Constitution européenne résultant des référendums Français et Hollandais, il prononce un important discours pro-européen à Bruxelles le 23 juin 2005. Il est le seul (à l'exception un siècle plus tôt de **Lord Salisbury** en 1897) à soutenir le projet politique de l'Europe, la dimension sociale et l'approfondissement de l'Union :

« *L'Union européenne est une Union de valeurs, de solidarité entre nations et entre peuples et pas seulement un marché commun dans lequel nous commerçons, mais un espace politique commun, dans lequel nous vivons comme citoyens* ».

Une vision que ses compatriotes – et de nombreux citoyens d'autres pays – n'ont pas voulu et ne veulent pas partager.

En revanche, **David Cameron**, bien que se disant européen, gagne les élections sur la promesse de revoir les liens avec l'Europe et d'organiser un référendum sur le sujet. Il précise ses objectifs dans un discours sur le Royaume-Uni et l'Europe le 23 juin 2013, et bien entendu revient sur la spécificité historique de la Grande-Bretagne et donc sur les limites de son engagement en Europe :

« *I know that the United Kingdom is sometimes seen as an argumentative and rather strong-minded member of the family of European nations. And it's true that our geography has shaped our psychology. We have the character of an island nation – independent, forthright, passionate in defence of our sovereignty. We can no more change this British sensibility than we can drain the English Channel. And because of this sensibility, we come to the European Union with a frame of mind that is more practical than emotional.* »

For us, the European Union is a means to an end – prosperity, stability, the anchor of freedom and democracy both within Europe and beyond her shores - not an end in itself.”

Et après avoir insisté sur l’aspect négatif du rôle centralisateur de la Cour de Justice, il revient sur la nécessité de redonner le pouvoir aux Parlements nationaux:

« My fourth principle is democratic accountability: we need to have a bigger and more significant role for national parliaments. There is not, in my view, a single European demos. It is national parliaments, which are, and will remain, the true source of real democratic legitimacy and accountability in the EU. »

Tous les éléments de la « spécificité historique britannique » sont présents dans ce discours qui donne aussi tous les arguments qui seront utilisés, magnifiés, dans la champagne des “brexiteurs”.

Pour terminer, je peux difficilement résister à la tentation de faire une comparaison temporelle de la pensée conservatrice britannique, ces échos et résonances auxquelles je faisais référence au début de cet article. En effet, **Theresa May** conclue son discours programmatique du Brexit ainsi :

“We shall pursue our way out) Not merely forming a new partnership with Europe, but building a stronger, fairer, more Global Britain too.

*And let that be the legacy of our time. (...) **And let us do it not for ourselves, but for those who follow. For the country’s children and grandchildren too.***

So that when future generations look back at this time, they will judge us not only by the decision that we made, but by what we made of that decision.

They will see that we shaped them a brighter future.

They will know that we built them a better Britain.”

L’ensemble du discours de May et ses conclusions ne peuvent que faire écho au discours du Crystal Palace de Benjamin Disraeli, il y a quasi 150 ans.

« Gentlemen, there is another and second great object of the Tory party. If the first is to maintain the institutions of the country, the second is, in my opinion, to uphold the empire of England. If you look to the history of this country since the advent of Liberalism - forty years ago - you will find that there has been no effort so continuous, so subtle, supported by so much energy, and carried on with so much ability and acumen, as the attempts of Liberalism to effect the disintegration of the empire of England. (...)

When you return to your homes, when you return to your counties and your cities, you must tell to all those whom you can influence that the time is at hand, that, at least, it cannot be far distant, when England will have to decide between national and cosmopolitan principles. The issue is not a mean one. It is whether you will be content to be a comfortable England, modelled and

moulded upon continental principles and meeting in due course an inevitable fate, or whether you will be a great country, - an imperial country - a country where your sons, when they rise, rise to paramount positions, and obtain not merely the esteem of their countrymen, but command the respect of the world... » Disraeli 1872¹⁰.

Aussi, je voudrai conclure par une autre pensée comminatoire d'Héraclite :

« *Il ne faut pas agir et parler comme les enfants de nos parents.* »

Une pensée commentée ainsi par le philosophe Marcel Conche¹¹: « *la plupart des hommes en restent « aux vérités » de groupe et ne s'en libèrent jamais. Ils vieillissent enfants et leurs croyances et opinions sont leurs jouets auxquels ils se plaisent toujours. Ils prennent leurs opinions au sérieux comme les enfants leurs jouets... »*

Sources des discours des premiers ministres britanniques

- Speech by Benjamin Disraeli « *The maintenance of Empire* » Crystal Palace, 24 June 1872

<http://www.ccis.edu/faculty/dskarr/discussions%20and%20readings/primary%20sources/disraeli,%20speech%201872.htm>

- Speech by Winston Churchill « *United States of Europe* » University of Zurich, 19 September 1946

<http://www.cfr.org/europe/churchills-united-states-europe-speech-zurich/p32536>

- Speech by Anthony Eden, Columbia University, 11 January 1952

In : Denise Folliot ed : « Documents on International affairs , 1952 » Oxford U.P., New York, 1955, pp. 43-44

- Speech by Harold MacMillan, British Parliament on European Economic Community, 2 August 1961

<http://hansard.millbanksystems.com/commons/1961/aug/02/european-economic-community>

- Speech by Harold Wilson in the House of Commons, 19 July 1965

http://www.cvce.eu/collections/unit-content/-/unit/02bb76df-d066-4c08-a58a-d4686a3e68ff/62cd6534-f1a9-442a-b6fb-0bab7c842180/Resources#0336c032-72d1-4591-8eb2-7e7e18e9f6ca_en&overlay

- Speech by Edward Heath, Brussels 22 January 1972

http://www.cvce.eu/content/publication/2001/9/14/45bb74bd-554c-49d4-8212-9144ce2e8c1d/publishable_en.pdf

- Speech by Margaret Thatcher, College of Bruges, 20 September 1988

www.margaretthatcher.org/document/107332

- Speech by John Major to the Conservative group for Europe, 22 April 1993

¹⁰ In : T.E. Keibel, ed., *Selected Speeches of the Earl of Beaconsfield* (London, 1882), Vol. II, pp 529-534

¹¹ Marcel Conche, *Héraclite — Fragments — traduction et commentaires*, PUF © 1986.

<http://www.johnmajor.co.uk/page1086.html>

- Speech by Tony Blair, UK Presidency, European Parliament, 23 June 2005

<https://www.theguardian.com/politics/2005/jun/23/speeches.eu>

Speech by David Cameron, EU speech at Bloomberg, 23 January 2013

www.gov.uk/government/speeches/eu-speech-at-bloomberg

- Speech by Theresa May, Lancaster House, 17 January 2017

<http://www.telegraph.co.uk/news/2017/01/17/theresa-mays-brexin-speech-full/>

Quelques éléments bibliographiques :

-Bogdanor, Vernon : « *Britain and Europe* » Six lessons at Gresham College, 2013-2014

<https://www.gresham.ac.uk/series/britain-and-europe>

- Grob Fitzgibbon : « *Continental drift, Britain and Europe from the end of Empire to the rise of euroscepticism* », Cambridge U.P. 2016

- Hovey, Allan : « *Britain and the unification of Europe* » International Organization, Vol 9, Issue 3, August 1955, pp.323-337

- Williamson, Adrian : « *The case for Brexit : lessons from the 1960s and 1970s* » History and Policy, Political Papers, 5 May 2015

<http://www.historyandpolicy.org/policy-papers/papers/the-case-for-brexin-lessons-from-1960s-and-1970s>